

Martinenq joue gagnant

Lassé des polémiques politiques, de l'absence de projets économiques et sociaux, l'ex-directeur de Marepolis vise haut et loin...

Sympathisants. - Patrick Martinenq estime à environ 150 sympathisants le nombre de personnes qui le soutiennent aujourd'hui dans son mouvement "Politique et social pour le renouveau de la Seyne". "Je pense, dit-il, que c'est aujourd'hui largement supérieur aux effectifs de certains partis politiques de la Seyne. Ceci dit sans aucune prétention." Quant à sa volonté d'aller jusqu'au bout, elle ne fait aucun doute : "Je me livrerai à aucune compromission politique en juin 95."

A quarante ans, tout ronds, Patrick Martinenq n'hésite plus. Il se lance dans le grand bain de la politique. Avec la ferme intention de soulever une énorme vague qui pourrait bien emporter tout le paysage politique traditionnel, s'il gagne son formidable pari: devenir le nouveau maire de La Seyne en juin 95. Sur la base d'un programme économique, politique, social, financier et culturel qui "est aux antipodes, clame-t-il, des propositions de la droite et de la gauche. D'ailleurs les Seynois sont lassés de ces combats stériles. depuis dix ans qu'ils votent tantôt pour l'une, tantôt pour l'autre, la seconde ville du Var n'a cessé de plonger dans la marasme". Interview.

Var Matin. - On peut vous reprocher d'occuper une position confortable de fonctionnaire qui passe le plus clair de son temps à faire de la... politique...

Patrick Martinenq. - D'abord j'affirme haut et fort que je me présenterai avec une liste libre et indépendante aux élections de 95. Ensuite et je peux le prouver à tout instant, ni Charles Scaglia depuis deux ans, ni François Hérisson depuis un mois ne m'ont proposé un emploi correspondant à mon grade de fonctionnaire territorial. Enfin, chacun peut vérifier aujourd'hui que je ne dispose dans mon affectation au service informatique ni d'un bureau, ni d'une téléphone et encore moins d'une secrétaire. En fait, mon seul travail, se résume à l'inventaire du... matériel informatique. N'ayant aucune volonté de polémiquer avec mes supérieurs, j'ajoute que je dispose comme chaque citoyen libre de ma liberté d'expression. Je ne vois pas dès lors pourquoi je ne ferai pas de politique.

NI DROITE NI GAUCHE

V.M. - Où vous situez-vous aujourd'hui sur l'échiquier politique seynois ? Ailleurs, au-dessus ?

P.M. - En tout cas ni à droite, ni à gauche. Les Seynois se rendent compte aujourd'hui que les libéraux n'ont jamais été aussi divisés au sein même de l'UDF et du RPR, après des années de controverses au sein d'une équipe menée par Scaglia qui s'est déglinguée au fur et à mesure où les scandales éclataient. Le résultat est d'autant plus catastrophique que Hérisson après avoir prêché la transparence, la concertation, pratique la même politique que son prédécesseur. Pire, Valenti est toujours aussi arrogant, la ZAC de Fabrègas paraît être la seule préoccupation du premier magistrat. On ne sait rien des dossiers financiers, des marchés publics, de l'avenir de Marepolis, de la politique sociale à mener à la cité Berthe. C'est affligeant. Quant à la gauche, outre que le P.S est laminé dans cette ville, Maurice Paul après une brouille avec le P.C s'en écarte de plus en plus pour ne pas être trop marqué par l'empreinte du marteau et de la faucille. Mais cela ne serait pas si grave si Paul présentait au moins

Seyne va créer des emplois, s'ériger en marchand de biens par l'intermédiaire de sociétés d'économie mixte, prendre en charge les investisseurs privés pour les dégager de leurs responsabilités financières. C'est une hérésie... Non, une municipalité doit s'occuper tout simplement des équipements sportifs, du centre-médico-social aujourd'hui à la dérive, créer des espaces verts, des crèches et des écoles. Veiller à ce que les équipements structurants assurent sinon le bonheur de la population, du moins son bien-être... Au lieu de quoi, depuis une décennie, Scaglia et les siens ont ruiné la commune en voulant créer un musée mégalomane, un village de milliardaires,



Lors d'une réunion publique sur la scène de l'hôtel de ville sur le thème de Marepolis: "Faisons confiance aux investisseurs privés..."

une zone d'entreprises de rêve, tout en criant à la rescousse des fonds publics pour aider Marepolis. Or, tous ces projets ont échoué. En mettant les Seynois à genoux. Mais en favorisant quelques copains et cousins, qui le moment venu repartiront les poches pleines.

CONFIANCE AUX ANGLAIS

V.M. - Votre programme s'articule autour du projet du



Patrick Martinenq: "J'irai jusqu'au bout..."

trois ans, les forces "occultes" de ce département, en relation plus ou moins complaisante avec les pouvoirs publics n'ont eu de cesse de dénaturer le projet du "World Sea Center". Ce n'est rien d'autre qu'une machination savamment montée pour empêcher des entreprises anglaises et... françaises de s'installer à La Seyne. Car elles auraient donné un grand coup de pied dans la fourmière de l'affairisme, des trucages dans les appels d'offre, les marchés publics. On a tout inventé, et on continuera de tout dire pour freiner la progression du "WSC". En 1994, la crédibilité

financière, économique et culturelle des Anglais n'a jamais été aussi forte. Articulé autour de l'aquasphère, d'unités de recherche océanographique, d'une université de la mer, d'équipements publics liés à la Méditerranée, ce projet n'est rien d'autre que l'équivalent du "Futuroscope" de Poitiers. Pourquoi dès lors s'acharner à le casser ? A la rigueur je comprendrai qu'il gêne, si la SEM Marepolis trouvait à sa porte en 1995 des entreprises créatrices de centaines d'emplois. Mais la SEM est déficitaire, dépendante de fonds publics, ne compte aucune création d'emploi à son actif depuis deux ans. Et attend comme le messie ces 63 millions de francs de subventions de Rénaval pour une zone d'entreprises pour laquelle aucune étude commerciale n'a été réalisée. Ce serait risible, si les Seynois n'étaient pas

les dindons de cette sinistre farce.

LA CONVENTION EST BONNE

V.M. - Il y a aussi cette fameuse convention refusée par les services de l'Etat dont vous êtes l'instigateur.

P.M. - Elle est parfaitement applicable. Sinon que l'on m'explique pourquoi onze juristes ont travaillé pendant six mois sur sa confection sans que les services de la préfecture, mais aussi de la caisse des dépôts et consignations, la société centrale d'équipement du territoire, la mairie qui l'a votée en conseil municipal et le professeur Bourdon, qui est une sommité du droit en France, aient trouvé quoi que ce soit à redire ! Non, les investisseurs Anglais ne font pas partie du système "politico-affairiste-mafieux varois". Point à la ligne !

V.M. - Imaginons que vous soyez élu. Sans carte de parti, qui voudra vous aider à la région, au département, voire au gouvernement ?

P.M. - Ce qui pense qu'un homme politique hors parti, doit être abandonné parce qu'il ne porte aucune bannière au fronton de sa mairie, sont malhonnêtes. Quel responsable politique d'envergure pourrait s'opposer au suffrage universel ? Devrait-on me punir parce que je ne suis ni UDF, ni PPR, ni PS, ni PC ? Ce serait une injure faite aux électeurs. A tous les hommes et femmes qui veulent un changement basé sur les idées et non sur les dogmes, les a priori, les "combinazione", la conservation du pouvoir à tout prix. Je crois que les Seynois ont



Quand Martinenq est entré en politique, notamment avec Denise Reverdito, la présidente de V.O 2000.

pigé le sens de ma démarche. En juin prochain, nous ferons les comptes. Et nous verrons bien qui avait raison.

Claude ARDID.

grave et l'autre présentait du moins un programme économique et social. Mais rien ne vient. Parce que le P.C n'a rien à proposer depuis qu'il a quitté la mairie en 1984.

V.M. — Admettons... Mais pourquoi les Seynois vous feraient-ils plus confiance qu'à Pierre, Paul ou Jacques ?

P.M. — J'ai un programme, une équipe, et surtout la volonté d'extraire cette ville du spectre de la crise. La droite libérale s'étant discréditée en pratiquant le saupoudrage financier, via les subventions publiques pour conserver ses amis politiques en place, le clientélisme, l'affairisme, je crois qu'il faut s'inscrire, toutes proportions gardées, dans un processus dans lequel se sont déjà engagés Balladur et Delors : la réforme tous azimuts dans un contexte républicain. A la Seyne, les réformes passent par une rupture totale avec le rôle que la mairie a joué pendant près de dix ans. Etre au service du bien public et de l'intérêt général. Une mairie n'est pas une entreprise, mais une collectivité qui se bat sur la base des engagements pour lesquels elle a été élue. Arrêtons de croire que La



Marepolis: "Un combat depuis plus de cinq ans..."

(Photos Laurent Martinat et Stéphane Doussot)